



Ronja Kempin

est Senior research fellow au sein de la division UE/Europe de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), l'Institut allemand d'affaires internationales et de sécurité.

Brexit, Trump : catalyseurs malgré eux d'une défense européenne commune ?

Interview avec **Ronja Kempin** par Alain Bloëdt

L'« autonomie stratégique », qui fait partie intégrante de la stratégie globale de l'UE et qui bénéficie d'une nouvelle impulsion avec le Brexit et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, est un concept qui refait surface dans plusieurs débats politiques en Europe. Qu'est-ce que ce regain d'intérêt signifie pour l'UE, et sur quelle voie ce concept pourrait-il placer l'Union dans les années à venir, eu égard notamment à son programme en matière de sécurité et de défense ?

The Progressive Post : *Le concept d'une « autonomie stratégique européenne » monte en puissance depuis quelque temps. Y a-t-il un lien de cause à effet avec l'élection du président Donald Trump, ou dans tous les cas ce concept aurait-il gagné du terrain quoi qu'il advienne ?*

Ronja Kempin : Ce sont plusieurs éléments qui ont rendu le concept de l'« autonomie stratégique européenne » si important. Tout d'abord, il figure dans la stratégie globale de l'UE (SGUE), publiée en juin 2016. Hasard du calendrier, la SGUE a été publiée tout juste deux jours après le référendum sur le Brexit. Pour de nombreux États membres, la politique de sécurité et de défense est devenue, au lendemain de ce référendum, un domaine dans lequel l'Union européenne pouvait montrer qu'elle avait un rôle à jouer et qu'elle était non seulement toujours capable de répondre aux besoins de sécurité et de protection de ses citoyens, mais aussi de poursuivre sur la voie de l'intégration.

PP : *En tant qu'experte dans ce domaine, croyez-vous vraiment en ce concept ?*

RK : Oui. Le Brexit a été le déclencheur d'un nouvel élan en faveur d'une intégration renforcée. La politique de sécurité et de défense a été un choix facile à faire pour les États membres à la recherche d'exemples d'une intégration réussie, dans la mesure où l'intégration était inexistante dans ce domaine auparavant.

PP : *Que signifie ce concept en termes de sécurité et de défense dans l'UE ?*

RK : C'est une question difficile, car chaque État membre a sa propre définition. Dans le domaine de la sécurité et de la défense, je dirais que l'autonomie stratégique s'articule autour de trois axes. Le premier est l'autonomie politique, ce qui signifie qu'un État membre peut, en toute autonomie, prendre des décisions en matière de politique de sécurité et de défense. Le deuxième est l'autonomie opérationnelle. En d'autres termes, il s'agit d'être capable, dans le cadre de l'Union européenne, de déployer rapidement et efficacement des capacités militaires et civiles. Et le troisième est l'autonomie industrielle, qui implique de ne pas systématiquement devoir « acheter Américain », et donc d'être moins dépendants de leur technologie, mais aussi de la volonté des

L'autonomie stratégique de l'#UE ouvre-t-elle la voie à une armée européenne ? par @ronjakempin de la @SWP_Europa



“

Si l'UE souhaite être l'un des piliers autour desquels s'articulera l'avenir des relations internationales, l'autonomie stratégique doit recouvrir des enjeux bien plus larges que la seule politique de sécurité et de défense.

”

États-Unis de laisser les États membres utiliser leurs technologies militaires.

PP : *Y a-t-il une chance que le concept de l'autonomie stratégique soit utilisé pendant les prochaines campagnes électorales et, le cas échéant, serait-il utilisé par la droite, par la gauche, ou même par l'extrême droite ou l'extrême gauche ?*

RK : Généralement, la politique de sécurité et de défense n'est pas un thème privilégié dans les campagnes, car les électeurs nationaux ont tendance à baser

leur vote sur d'autres enjeux. Si l'autonomie stratégique était utilisée comme thème de campagne, elle pourrait l'être tant par la gauche que par la droite, mais pour des raisons très différentes. La droite en Europe centrale et orientale pourrait utiliser ce concept pour dire « Vous voyez, l'Union européenne est stupide, elle veut se débarrasser des États-Unis et de l'OTAN, mais nous ne la laisserons pas faire, car notre sécurité et notre survie sont assurées par les Américains ». La Gauche pourrait quant à elle plaider pour une plus grande autonomie stratégique au sein de l'UE, tout simplement car elle a toujours affirmé que l'UE était un autre type d'acteur international.

PP : *Pensez-vous que la question de l'autonomie pourrait relancer le débat sur une armée européenne ?*

RK : L'autonomie stratégique pourrait être définie de manière bien plus large. Une véritable autonomie doit également présenter des dimensions économiques et monétaires. Dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, si l'UE souhaite être l'un des piliers autour desquels s'articulera l'avenir des relations internationales, l'autonomie stratégique doit recouvrir des enjeux bien plus larges que la seule politique de sécurité et de défense. Nous devons également devenir plus autonomes sur le plan économique et financier. Nous devons chercher à faire

de l'euro la principale devise internationale, puis utiliser notre force économique comme un atout dans les négociations avec les États-Unis.

PP : *L'idée d'une armée européenne constitue-t-elle une option viable pour une plus grande autonomie stratégique ?*

RK : J'ai souvent entendu dans les pays d'Europe de l'Est que ce n'était pas du tout une option viable et qu'ils ne voulaient pas d'une armée européenne, car cela reviendrait à s'éloigner des États-Unis. C'est une autre vision des choses qui ressort des débats publics menés après le Brexit en France et en Allemagne, les deux armées européennes les plus puissantes. Dans ces pays, on semble davantage privilégier le renforcement de la coopération, de la coordination et de l'intégration pour ce qui est de la politique de sécurité et de défense.

PP : *Les grandes avancées en matière d'intégration sont survenues à des moments de réelle volonté politique et de courage pour réaliser ce qui semblait impossible auparavant. Avec Donald Trump aux États-Unis et le Brexit en Europe, est-ce le moment de créer une armée européenne ?*

RK : Je ne pense pas que nous ayons déjà atteint le stade où un État membre serait disposé à abandonner son armée nationale, mais je pense qu'il n'est pas déraisonnable d'imaginer la création d'une force européenne qui coexisterait avec les armées nationales des 27 États membres, et qui se spécialiserait dans le domaine clé de la politique de sécurité et de défense de l'UE, à savoir la gestion de crise. Si nous progressions vers la mise en place d'une telle armée pour la gestion de crise – une force qui ne serait pas seulement civile et qui ne s'occuperait pas seulement de tâches militaires du bas du spectre – alors je pense que les États membres qui ne souhaitent pour l'instant pas que l'Union européenne gère la sécurité pourraient prendre confiance et progressivement souscrire à une plus grande intégration en matière de politique de sécurité et de défense.



© shutterstock